

Refaire de la France une nation industrielle



N°599
DU 29 JANVIER AU 4 FÉVRIER
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTE RÉDACTRICE Charlotte
Collonge (76 58) • PHOTO Philippe
Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent
Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION
PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION
PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par
Solfé Communications, tiré
à 25 200 exemplaires

L'AGENDA

30 janvier

► Rassemblement

**Réunion des Secrétaires de section
au Palais des Congrès**

2 février

► Rendez-vous

Forum des Idées institutions de 17h
à 21h - salle Louis Armand - UICP
16, rue Jean Rey - 75015 Paris



L'info en continu

Germinal Peiro, 19/01/11

Agriculture

« Le Président Sarkozy distribue déplacements et discours comme autant de marques de charité compassionnelle à une France qu'il abandonne pourtant sans pitié. L'agriculture française traverse une période de crise inédite, dont Nicolas Sarkozy, seulement obsédé par la reconquête d'un électorat qui, lassé de sa politique désastreuse, lui fait défaut, ne semble pas prendre la mesure. Le Parti socialiste réclame pour l'agriculture française une ambitieuse politique de soutien aux petites exploitations, un encadrement des prix et une véritable régulation des marchés à l'échelle européenne. »

Nathalie Perrin-Gilbert, 19/01/11

Prêt à taux zéro

« Présenter l'accession à la propriété comme le meilleur moyen de sécuriser la situation des Français revient à ignorer la réalité des faits : depuis 2007, l'accroissement du taux de propriétaires a été proportionnellement plus important parmi les ménages aux revenus les plus élevés. Quant à la jeune génération, avant tout mobile, avec des revenus limités, ce n'est pas un prêt à taux zéro qui va enclencher la décision d'achat. Seule une politique conjuguant diversité de choix, fluidité des parcours et action forte de régulation du marché permettra de desserrer l'étouffement du mal logement. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5 millions

C'est le nombre de cartes postales qui seront envoyées aux fédérations début février dans le cadre de notre campagne « le PS propose ». 500 000 affiches seront également distribuées. Elle reviennent sur nos dix propositions phare sur le logement, l'emploi, la santé, l'éducation, les discriminations, les services publics, l'industrie, la sécurité, l'agriculture et la dépendance. Retrouvez toutes nos propositions sur parti-socialiste.fr/lePSpropose

SECRETARIAT NATIONAL

Présidence française du G20

La crise n'est pas derrière nous. Le système monétaire et financier est toujours aussi instable. Il est urgent d'agir. La France qui vient de prendre la présidence du G20 a pourtant revu ses objectifs... à la baisse. « Nous allons essayer de mettre d'accord tout le monde sur les indicateurs qui permettront d'analyser les déséquilibres persistants » a ainsi déclaré Nicolas Sarkozy. « Cette phrase illustre à elle seule le caractère hésitant et brouillon dans la forme et le recul sur le fond du discours du président de la République, ont commenté Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national à l'Europe et à l'international et Michel Sapin, Secrétaire national à l'économie. Alors que nous étions habitués à des propos grandiloquents sur la refonte du système monétaire et financier mondial, sur la fin des paradis fiscaux ou des produits financiers "toxiques", suivis de décisions faibles voire inexistantes, cette fois-ci, même les déclarations

de principe ont perdu de leur force. » Depuis plusieurs mois, le Parti socialiste européen et en son sein le Parti socialiste français ne cessent de proposer des mesures progressistes qui permettraient à la fois de refaire passer l'économie réelle avant la finance et de dégager des ressources pour financer des politiques de soutien à l'activité. « Il est urgent de prendre des mesures qui mettront réellement fin aux paradis fiscaux, à la fraude et à l'évasion fiscale, à l'évasion réglementaire et au blanchiment d'argent, concluent les deux Secrétaires nationaux, en interdisant aux banques et aux établissements financiers de travailler avec les paradis fiscaux. »

Retraites : les masques tombent

Le gouvernement vient de rendre publics les projets de décrets d'application de la loi sur les retraites. « Les belles promesses sont parties en fumée et les masques tombent, a commenté Marisol Touraine, Secrétaire nationale à

la santé et à la Sécurité sociale, alors que la droite se parait de toutes les vertus et prétendait avoir entendu les inquiétudes des Français en prenant en compte la pénibilité, il n'en est évidemment rien. » Seule une infime minorité de salariés, exposée pendant plus de 17 ans à des facteurs de pénibilité, pourra tenter de faire valoir sa demande de partir en retraite à 60 ans dans le cas où son taux d'invalidité en résultant serait inférieur à 20 %. La charge de la preuve incombera au salarié face à une commission ne comprenant aucun représentant des salariés. « La droite confond pénibilité et invalidité. Pire, elle avait promis de tenir compte des protestations des Français en ramenant le taux d'invalidité nécessaire pour une prise en compte de la pénibilité de 20 à 10 %. Il n'en est rien, dénonce Marisol Touraine, la réforme de Nicolas Sarkozy se poursuit dans la même veine : mépris à l'égard des salariés précaires, injustice envers le monde du travail, ignorance de la pénibilité. »

VIE DU PARTI

L'actualité des événements qui rythment la vie militante

Réconcilier cités et République

Les jeunes des quartiers populaires se mobilisent. Samedi, ils répondront à l'appel lancé le 19 janvier à l'initiative du Mouvement des jeunes socialistes (MJS). Et viendront de toute la France témoigner de leur intérêt pour la chose politique au sein d'un nouveau réseau : Cités en mouvement. « Ce réseau doit permettre aux jeunes et moins jeunes des quartiers populaires, ceux qui y vivent, qui y ont grandi, qui travaillent et y militent, de s'engager pleinement dans la vie publique pour changer leur quotidien », explique Laurianne Deniaud, présidente du MJS. « Les jeunes des quartiers ne se sentent pas représentés par les élites politiques en place », assure Bolewa Sabourin, un des animateurs du réseau. « Notre objectif consiste à former les jeunes à la politique pour leur permettre de s'engager dans leur quartier, et pour qu'ils interpellent aussi les élus », renchérit Anouck Juraver également partie prenante dans Cités en mouvement. Le réseau propose différentes initiatives (formation à la prise de parole politique,

concerts, slams, matchs d'improvisation politique, rencontre avec des élus, des chefs d'entreprise, etc.) pour éveiller les jeunes des quartiers à la politique et montrer une autre image des cités, loin des caricatures.

Un portrait du militant PS

Le Cevipof (Centre de recherches politiques de Science Po) poursuit son étude du militant socialiste. Depuis le 17 janvier, les adhérent-es du PS sont en effet sollicité-es par l'institut GfK ISL par téléphone. Objectif : dresser le portrait du militant socialiste 2011 dans l'optique de l'anniversaire de Mai 1981. Les appels se poursuivent jusqu'au 12 février. Les résultats de ce sondage seront analysés et publiés dans un numéro spécial de *La Revue socialiste* qui paraîtra en mai prochain. Rassurez-vous, ce sondage est parfaitement anonyme, la confidentialité des adhérent-es interrogé-es est ainsi assurée. Si vous êtes appelé-e, n'hésitez donc pas à répondre et à réserver le meilleur accueil à votre interlocuteur.

Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée nationale

Fidèles à ce qu'ils dénonçaient la semaine dernière, les députés socialistes se sont abstenus lors du vote solennel sur le projet de loi relatif à la garde à vue. Des avancées ont certes été notées, « la présence de l'avocat, les efforts pour régler la question des fouilles au corps », explique Dominique Raimbourg, député de Loire-Atlantique, il n'empêche que cette réforme a été écrite sous le coup de l'urgence, la France ayant été condamnée à trois reprises sur le sujet. « Nous légiférons dans l'urgence sans perspective, dénonce Dominique Raimbourg, nous légiférons sur le papier. Il n'y a aucune réflexion sur la question de la police et la justice, aucune réflexion sur l'organisation des barreaux. Nous légiférons sans moyen pour améliorer le travail de la police. Nous légiférons sans moyen car la question de l'indemnisation des avocats de permanence n'est pas abordée ». Dans le cadre de la séance d'initiative parlementaire, le groupe a déposé trois propositions de loi, la première visant à mettre fin au traitement discriminatoire des gens du voyage, « ce sont des dispositions, comme le livret de

circulation, qui sont contraires à la Constitution et au droit européen », a dénoncé Pierre-Alain Muet, député du Rhône. La deuxième proposition aborde la question de l'habitat informel et la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer, elle est portée par Serge Letchimy, député de la Martinique, et la troisième, défendue par Didier Mathus, député de Saône et Loire, vise à préserver l'intégrité des œuvres culturelles et artistiques avec les objectifs de la lutte contre le tabagisme.

La vie du Sénat

Le projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité revu et corrigé. Deux amendements socialistes tendant à abroger deux dispositions de ce projet de loi ont été adoptés par la Commission des lois la semaine dernière. Le premier supprime l'article qui visait à repousser de 48 heures à cinq jours le délai à l'issue duquel l'administration doit saisir le juge des libertés et de la détention si celle-ci souhaite maintenir un étranger en rétention. L'autre article abrogé visait à restreindre la possibilité pour les

étrangers atteints de pathologies particulièrement lourdes de bénéficier d'un titre de séjour pendant le temps nécessaire à leur traitement.

Parlement européen

Le blocage de l'harmonisation des procédures d'asile en question. L'argument invoqué par le Conseil européen pour justifier sa position a été contrecarré par la délégation socialiste et son rapporteur : « Les États membres sont braqués sur la question des coûts, analyse Sylvie Guillaume, alors que ce sont les divergences du système actuel qui coûtent cher. Harmoniser les procédures permettrait de faire de véritables économies à moyen terme. » Dans le nouveau numéro de « Votre Europe », le webjournal de la délégation socialiste française au Parlement européen, Catherine Trautmann revient, entre autres, sur le débat houleux avec Victor Orban, Premier ministre hongrois, dont le pays exerce la présidence du Conseil depuis le 1^{er} janvier. « Nous devons bien sûr condamner la loi sur les médias, mais l'attaquer frontalement, c'est lui rendre service », pondère la présidente de la délégation socialiste française.

REPORTAGE

Encourager les PME

Après Calais début décembre, Martine Aubry poursuit sa « campagne pour l'industrie » en Seine-Maritime. Elle a profité de l'occasion pour rappeler que « la priorité des priorités aujourd'hui, ce que devrait faire le gouvernement midi, matin et soir, c'est l'emploi ».

Pour redéfinir une nouvelle politique industrielle française, la Première secrétaire était accompagnée de Laurent Fabius et Guillaume Bachelay, Secrétaire national à l'industrie et aux nouvelles technologies, d'Alain Le Vern sénateur de Seine-Maritime et président de la région Haute-Normandie et

de Christophe Bouillon, député. Au programme de cette journée du 19 janvier, deux usines : Nutriset, spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la prévention de la malnutrition, puis Verdelet ATN, une PME implantée à Neuville-lès-Dieppe qui produit et commercialise des vannes haute performance pour le secteur de l'énergie thermique et nucléaire. « Il n'y a plus de politique industrielle en France », a déploré Martine Aubry en défendant l'action des élus locaux PS qui « accompagnent ces PME innovantes et leaders mondiales dans leur domaine ». Guillaume Bachelay a insisté quant à lui sur la nécessité pour ces PME locales « de se regrouper pour pouvoir répondre à des projets communs ». Soutenir l'innovation, améliorer la coopération et la mise en réseau des PME, font des parties des 54 propositions du PS pour « refaire de la France une nation industrielle ».

► Retrouvez l'essentiel de nos propositions pour l'industrie sur parti-socialiste.fr/lePSpropose



L'info en continu

Jean-Jacques Urvoas, 21/01/11
Sécurité

« Tous les indicateurs qui concernent la délinquance du quotidien s'aggravent : hausse des cambriolages contre les particuliers, hausse des vols dans les lieux publics, hausse des atteintes à l'intégrité physique. Depuis 2004, les violences physiques ont bondi de 16 %. Le bilan de 2010, c'est l'échec de la politique initiée par Nicolas Sarkozy dès 2002 alors qu'il était ministre de l'Intérieur. C'est le résultat d'une agitation sans boussole d'une droite toujours prête à désigner des boucs émissaires mais jamais à agir vraiment pour la sécurité des Françaises et des Français. »

Harlem Désir, 25/01/11
G20

« Je ne voudrais pas que le président des promesses non tenues en France, devienne demain le président des promesses non tenues dans le monde. Quand il dit vouloir une taxe sur les transactions financières internationales, j'ai envie de dire chiche, mais ce n'est pas la première fois qu'il dit que demain, il va lutter contre les paradis fiscaux. Je me souviens que lors d'un précédent sommet, il annonçait qu'il les avait déjà supprimés. Il y a beaucoup d'annonces, mais il faudra des résultats. »





Nos propositions pour l'industrie

**UNE INDUSTRIE
CRÉATRICE D'EMPLOIS
C'EST POSSIBLE**



Le PS propose la création d'un ministère européen de l'Industrie et d'un pôle public d'investissement industriel décliné sous forme de fonds régionaux. Pour construire des grands champions industriels, renforcer nos petites et moyennes entreprises, accompagner la relocalisation des activités. Pour relancer enfin la recherche et l'innovation dans les secteurs d'avenir. Pour mettre en place un plan pour le premier emploi des jeunes et bâtir la sécurité sociale professionnelle.



Plus de propositions sur parti-socialiste.fr/lePSpropose

Guillaume Bachelay, Secrétaire national à l'industrie et aux nouvelles technologies

« Depuis trente ans, deux millions d'emplois industriels ont disparu, dont un demi-million depuis 2008. Toutes les industries ont un avenir à condition d'opérer leurs mutations technologiques, énergétiques, environnementales et sociales. Le rôle de la puissance publique – État, collectivités territoriales, Europe – est d'aider entrepreneurs et salariés à y parvenir. En 2012, le PS veut bâtir un Pôle public d'investissement industriel (2P2I). Il aura la taille critique financière d'un fonds souverain grâce au regroupement de la Caisse des dépôts et consignations, d'Oséo, du Fonds stratégique d'investissement, de La Banque Postale, des outils régionaux de capital

risque. Seront ainsi encouragées l'innovation, les relocalisations d'activité, la protection de nos brevets, la sécurisation des parcours professionnels, la promotion à l'international et d'abord à travers les secteurs d'excellence française : les énergies et l'eau ; les mobilités (automobile du futur, ferroviaire, aéronautique, espace) ; la santé ; les télécommunications et la fibre optique ; l'agro-alimentaire, les agro-matériaux, les agro-ressources. Autre originalité : le 2P2I se déclinera sous la forme de fonds régionaux, via les régions et les métropoles ou agglomérations, en lien avec les pôles de compétitivité, les filières d'excellence et les clusters. »

« Un pays sans base productive devient un pays musée dans la mondialisation. C'est pour éviter ce cauchemar que le PS se dote d'une grande ambition productive. »